

La réunion publique en deux temps du député Didier Lemaire

Entamée de manière plutôt houleuse, en présence de nombreux travailleurs frontaliers et de leur représentant au comité de défense dans le Haut-Rhin (CDTF), Jean-Luc Johaneck, la réunion publique du député Didier Lemaire, jeudi 27 février à la Maison des associations de Blotzheim, s'est poursuivie plus calmement, autour de la santé et de l'hôpital de Saint-Louis.

J eudi 27 février au soir, l'entrée de la salle Copacabana, à la Maison des associations de Blotzheim, est obstruée. Au point qu'une personne, puis deux, puis cinq, faute de place, font demi-tour. Dans la salle, plusieurs centaines d'autres – le comptage varie de 200 à 400 personnes – tendent l'oreille vers Didier Lemaire (Horizons), député de la 3^e circonscription du Haut-Rhin (Altkirch/Saint-Louis), tenant sa première réunion publique de 2025 dans la région des Trois frontières.

L'ancien sapeur-pompier, député depuis 2022, le dit : « Je ne veux éluder aucun sujet, être à l'écoute de tous. » Quand bien même il a annoncé venir à la rencontre des habitants du Pays des Trois frontières « pour échanger et débattre ensemble autour des grands enjeux de notre territoire comme la santé, avec l'hôpital de Saint-Louis, ou la sécurité et les gens du voyage ».

« Certains sont venus pour les frontaliers, pas pour la politique générale »

Assis au premier rang, Jean-Luc Johaneck le prend au mot. Lui, c'est le président du Comité de défense des travailleurs frontaliers (CDTF) du Haut-Rhin, basé à Saint-Louis. Et il entend bien parler du chômage des frontaliers.

Pendant que le député parle du contexte national, de la « bordérisation de l'Assemblée nationale », des caractéristi-

ques de la 3^e circonscription du Haut-Rhin (800 000 m², 129 communes), plusieurs voix l'interpellent. « Certains sont venus pour les frontaliers, pas pour la politique générale », indique l'une d'elles. « Je sais que dans cette salle, il n'y a pas que des gens de ma couleur politique. Le temps de la campagne est passé. Là, c'est le temps de l'action. [...] Tous les sujets ne seront peut-être pas abordés et je le regrette. Là, je vais enchaîner sur le premier sujet, la santé », poursuit Didier Lemaire.

Les esprits s'échauffent, des sifflements d'indignation fusent dans la salle. Ancien adversaire du député Lemaire lors des législatives de 2022, Jean-Luc Johaneck joue le rapport de force. « Parlons d'abord des frontaliers. Certains ont bossé puis sont venus exprès pour parler du cas des frontaliers. » Le parlementaire le laisse prendre la parole publiquement. « Vous êtes le porte-parole de la circonscription, des frontaliers. Je vous attends depuis le mois de septembre pour vous expliquer les tenants et les aboutissants du problème. Ce serait un honneur de vous inviter au local des frontaliers. »

À Saint-Louis, un hôpital de proximité qui « ne suffit pas »

Les échanges, de plus en plus houleux, se poursuivent encore quelques minutes, puis Didier Lemaire déclare « regretter la tournure de cette discussion, qui tourne à l'agression ». Nouveaux sifflements, nouvelles protestations. « On fait une réunion spéciale frontaliers, d'accord ? », tente Jean-Luc Johaneck.

« Pas de difficulté. Je vais proposer une réunion publique avec les députés et les sénateurs, pour parler du sujet des frontaliers », assure Didier Lemaire. Fin du round. Les deux hommes se serrent la main, le premier s'en va, suivi par une



Didier Lemaire a tenu sa première réunion publique de 2025 dans la région des Trois frontières, jeudi 27 février à Blotzheim. Photo Jean-François Badias

large partie du public. Pour débattre autour de la santé et de l'hôpital ludovicien, le député a fait appel à Alain Couchot, premier adjoint au maire de Mulhouse et président du conseil de surveillance du groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud-Alsace (GHRMSA).

« Sans refaire l'histoire, on ne pouvait pas recréer le fonctionnement de la polyclinique de Saint-Louis. Sauf à vouloir recréer les mêmes difficultés financières. C'est un hôpital de proximité, ce qui implique certaines activités et en exclut d'autres, comme la chirurgie. » Alain Couchot garantit que « le service de médecine fonctionnelle, les urgences fonctionnent, il y a un Smur [Service mobile d'urgence et de réanimation] médicalisé. Notre problème majeur, aujourd'hui, c'est de trouver des médecins ».

Remarque de Sandrine Schmitt, deuxième adjointe au maire de Blotzheim : « On parle d'hôpital de proximité. Par rapport au bassin de vie des Trois frontières, ça ne suffit pas. Pour les rendez-vous, on va voir à Mulhouse. »

Conseiller municipal à Huningue et lui aussi adversaire de Didier Lemaire lors des législatives de 2022, Patrick Striby enfonce le clou. « On dit hôpital de proximité. C'est bien, c'est proche. Mais ça nous empêche d'avoir un plateau technique, de faire des coloscopies, des gastroscopies... Et la chimiothérapie ? Quand l'hôpital a été repris, il y avait le maintien d'une offre de chimiothérapie. Ce point n'est pas respecté. [...] Il y a un abandon total de l'État dans notre région pour la santé. »

« Mieux vaut un hôpital de proximité que pas du tout »

Alain Couchot répond à Sandrine Schmitt : « Je le rappelle, il n'y a pas d'activité de chirurgie, pour un hôpital de proximité. Autrement, il faudrait bloquer d'autres moyens financiers ». Sur le fait de devoir se rendre à Mulhouse, ou ailleurs : « C'est un choix de société. Est-ce que l'on prend trois heures ou plus pour s'occuper de sa santé ? ». Puis il

ajoute qu'il y a, à Saint-Louis, « des consultations en chirurgie vasculaire, en gynécologie, en hématologie, en cardiologie, en néphrologie et en pneumologie, en diabétologie, ainsi que des consultations en psychiatrie. Peut-être pas en volume suffisant. En tout cas, les consultations se sont développées. Mieux vaut deux heures par semaine que pas du tout, mieux vaut un hôpital de proximité que pas du tout. »

Didier Lemaire réagit pour sa part aux mots de Patrick Striby, plus particulièrement sur « l'abandon de l'État ». « L'hôpital de Saint-Louis, c'est 30 millions d'euros d'argent public. Une somme injectée dans une structure privée. Dire que le territoire n'est pas attractif, qu'il faut être fou pour venir bosser ici, dénigrer l'hôpital, ça ne va pas. L'hôpital de Saint-Louis, il faut le défendre collectivement. » « Travailler à le faire progresser, à augmenter ses capacités », complète Alain Couchot.

Les échanges se portent ensuite sur les médecins. « Toutes les communes, tous les établis-

sements cherchent des médecins. Il ne s'agit pas d'une course à l'échalote, en promettant plus d'argent, on se piquant les médecins les uns aux autres », commente le président du conseil de surveillance du GHRMSA. « L'hôpital fait régulièrement des jobs dating, participe à des opérations incitant les jeunes à s'installer... »

« Pour faire venir les médecins, il ne faut pas chercher midi à quatorze heures, il faut les payer »

Intervention de Luc Bostaetter, médecin généraliste et conseiller municipal à Bartenheim : « Rendre le secteur plus attractif ? Je suis maître de stage, j'ai des étudiants. Eux, ce qu'ils aiment, c'est un hôpital avec des professionnels de santé. S'ils ne viennent pas ici, ce n'est pas parce qu'ils aiment la mer ou la montagne, c'est parce qu'il n'y a pas de cardiologue référent, de rhumatologue, d'ophtalmologue référents. Pour faire venir les médecins, effectivement, il ne faut pas chercher midi à quatorze heures. Il faut les payer. » Comment les payer, s'enquiert Alain Couchot ? « En payant moins le personnel administratif, parce que le public se perd dans l'administration », suggère Luc Bostaetter. Didier Lemaire semble sur la même longueur d'onde. « Je vous rejoins sur la simplification administrative. Nous allons vers des pistes d'amélioration. »

Après une heure trente de réunion publique, Alain Couchot a également rappelé le travail en cours pour « la création d'un centre de soins non programmés à Saint-Louis, un endroit où travaillent des médecins libéraux ». Sans annoncer quand ni comment. « Ce serait une bonne réponse à une partie des problèmes. Mais ça ne répondra pas au problème des médecins traitants. »

● Textes : Pierre Guszy